

LE **JOURNAL**
DES RETRAITÉ·ES **CGT** DE CHAUMONT

Le racisme et la haine ne sont pas inscrits dans les péchés capitaux. Ce sont pourtant les pires. Jacques Prévert

SANTÉ!
Des moyens
pour l'hôpital public
H
sans attendre

N° 451 SAMEDI 20 SEPTEMBRE 2025

SANTÉ, POUVOIR D'ACHAT, FISCALITÉ, LOGEMENT, SERVICES PUBLICS...
LES SACRIFICES,
ÇA SUFFIT !

**ALERTE SUR LA
PRÉCARITÉ**

Tous les ans, le baromètre Ipsos commandé par le Secours populaire français livre les résultats de ses observations sur la précarité et la situation de pauvreté des Français, les difficultés, les privations, leur vulnérabilité sociale.

Nous ne sommes pas surpris de constater que 2025 voit la souffrance en matière d'alimentation, de soins, d'accès aux loisirs augmenter, avec des conséquences lourdes sur la santé mentale, tant la question du lendemain angoisse.

Près de trois Français sur cinq connaissent un proche vivant dans une situation de pauvreté dont la première cause est l'inflation qui a fait exploser les chiffres à un niveau record depuis 1996. Au-delà des besoins matériels, près d'un Français sur deux a un sentiment de « déclasserement social », de dégradation dans l'accès à l'emploi, à la santé, aux loisirs, à la culture et à l'enseignement.

Dans ces conditions, impossible d'avoir des perspectives, même à court terme, on vit au jour le jour, dans l'angoisse. Difficulté aussi de lutter et de se lancer dans un projet. La culpabilité est grande de ne pouvoir offrir à ses enfants ce qui pourrait leur faire envie.

Si plus de 2 000 enfants couchaient dans la rue à la veille de la rentrée scolaire, une personne sur trois aidée par le Secours Populaire pour l'alimentation, la scolarité, les loisirs et le sport, est un enfant. Pour la première fois, le rapport Ipsos pointe avec insistance la situation de la jeunesse confrontée à la précarité. Contrairement aux idées reçues, leurs conditions de vie sont plus dures et plus précaires que celles que nous avons connues et bien loin des mirages des réseaux sociaux.

Pour beaucoup, la scolarité et les études sont chaotiques et les privations portent d'abord sur les activités culturelles et les loisirs, à une période où la curiosité, l'épanouissement, sont primordiaux pour grandir et prendre sa place dans la société. Les rêves s'éloignent.

La configuration d'une France à deux jeunesses se dessine : celle qui décidera et celle qui subira. Jusqu'à quand ?

Louis Laprade

**SOLIDARITÉ AVEC LE
PEUPLE PALESTINIEN**
SAMEDI 20 SEPTEMBRE 2025
PLACE DE LA MAIRIE CHAUMONT 11H
STOP GÉNOCIDE GAZA

**TOUS À MANDRES-EN-BARROIS
SAMEDI 20 SEPTEMBRE POUR
UNE MARCHÉ VERS BURE**

25 ans après l'arrivée de ce qu'on nous avait présenté comme un laboratoire de recherche géologique à la limite Meuse-Haute-Marne, se profile une gigantesque décharge radioactive qui se construit à coup de confiscation et d'expropriation de terrains agricoles et de massifs forestiers.

Le projet a été déclaré d'utilité publique en 2022 et la population maintenue dans une ignorance totale des dangers de la radioactivité : risques d'explosion, d'incendie, de contamination des nappes phréatiques... Cigéo ce serait 783 ha d'installations nucléaires contaminantes en surface, 270 km de galeries souterraines emplies de déchets nucléaires. Il est urgent de stopper ce chantier insensé.



**PAGE 2 ; PALESTINE, STOP AU COMMERCE
AVEC LES COLONIES ! TAXER LES RICHES : UNE
QUESTION DE SURVIE POUR L'HUMANITÉ •**

**PAGE 3 : PAS D'ÉCONOMIE SUR NOS VIES • •
MANIF POUR L'HÔPITAL OU SOUTIEN À LA
DROITE ET AU RN ? •**

**PAGE 4 : L'EXPO DOMI DECKER •
SOLIDARITÉ AVEC LES FEMMES AFGHANES .
"POUR 100 BALLE T'AS PLUS RIEN" •**

PALESTINE

STOP AU COMMERCE AVEC LES COLONIES !

85 organisations lancent une vaste campagne pour demander aux États européens d'interdire le commerce avec les colonies israéliennes de Cisjordanie et de Jérusalem Est.

Parmi ces ONG se trouvent Oxfam, la Ligue des droits de l'Homme et la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine.

Elles accusent certaines entreprises européennes de soutenir, de manière directe ou indirecte, l'occupation israélienne qui s'est massivement accélérée ces deux dernières années, en maintenant leurs activités dans ces colonies.

Parmi les sociétés visées : Carrefour France, eDreams-Opodo en Espagne, le groupe allemand TUI, le britannique JCB ou encore Siemens, Maersk et la banque Barclays.

Actuellement, les produits venant des colonies peuvent être importés en Europe, à condition de ne pas bénéficier des tarifs préférentiels de l'accord UE - Israël et de porter la mention "produit de Cisjordanie (colonie israélienne)".

L'avis de la Cour internationale de justice de juillet 2024 impose aux États de ne pas entretenir de relations économiques renforçant l'occupation. Ces obligations s'imposent également aux entreprises. L'objectif de la campagne est d'expliquer aux citoyens qu'au-delà des acteurs israéliens, le commerce avec les colonies concerne de très grandes multinationales européennes bien connues de tous.

En France, Carrefour est particulièrement pointée du doigt pour avoir signé un accord de franchise en 2022 avec Electra Consumer Products (compagnie israélienne) et sa filiale Yenot Bitan, qui opèrent dans des colonies illégales. Dans le même temps, Carrefour reçoit "des financements de la part d'une banque israélienne qui est directement impliquée dans l'expansion des colonies, et répertoriée par l'ONU pour son rôle dans la colonisation", ajoute un responsable juridique chez Oxfam.



NETANYAHOU MÉPRISE LE DROIT INTERNATIONAL

Le 9 septembre 2025, Israël a attaqué un complexe résidentiel à Doha, capitale du Qatar, où se réunissaient des responsables du Hamas pour des négociations en vue d'un cessez-le-feu dans la bande de Gaza. Les frappes israéliennes ont tué cinq membres du mouvement palestinien et un membre des forces de sécurité qataries.

Peu après, deux bateaux de la flottille humanitaire pro-Gaza ont été pris pour cible par des drones au large de Tunis. Deux opérations qui traduisent la volonté du gouvernement israélien de frapper partout, au mépris des souverainetés, des alliances et du droit international.



Alex Jordan

TAXER LES RICHES : UNE QUESTION DE SURVIE POUR L'HUMANITÉ

Les milliardaires sont de grands malades. Il faut tout de même qu'ils soient bien déséquilibrés pour vouloir accumuler sans cesse des richesses, qu'ils seront matériellement incapables de dépenser. La psychanalyse nous explique que ces individus sont restés bloqués au stade anal. On en rirait si ça ne se faisait pas au détriment des pauvres. Et ça devient même dramatique lorsque ces trous du cul, façon Bollorée ou Sternin, mettent leurs moyens à disposition de l'extrême droite, estimant qu'elle seule leur permettra de progresser dans leur folie prédatrice.

Mais il existe encore un degré supplémentaire dans l'inacceptable. C'est celui que franchissent allègrement des techno-fascistes.

Dans une récente interview, Elon Musk a déclaré que l'empathie était le bug de la civilisation occidentale. Pour lui, se préoccuper des autres est une faiblesse qui peut mener à l'autodestruction. Alors que c'est tout le contraire.

Sans l'extraordinaire capacité de l'homme à comprendre l'autre en se mettant à sa place, l'humanité n'existerait pas et par conséquent les civilisations n'auraient jamais vu le jour. Ce chef d'entreprise, au QI hors du commun, n'a même pas compris que sans empathie il est impossible de constituer des équipes de travail, donc de faire tourner une boîte, voire encore d'inventer des produits pouvant convenir à des clients.

En réalité, ceux qui ne parviennent pas à éprouver de l'empathie sont généralement des psychopathes. On comprendra qu'il est crucial de ne pas leur laisser le pouvoir. Or, grâce à l'argent, les milliardaires s'imposent de plus en plus auprès des États et investissent la plupart des médias aux fins de propagande.

Taxer les ultra-riches n'est souvent vu que comme une volonté de rétablir une forme de justice. Mais les enjeux sont bien plus importants encore. Il faut empêcher ces grands malades, fascistes dans l'âme, de disposer des moyens d'imposer leur vision et d'enclencher l'effondrement de l'humanité.

Les empêcher de devenir trop riches est une nécessité vitale.

Lionel Thomassin



Un beau succès. 120 personnes étaient présentes à la projection du film NO OTHER LAND (Pas d'autre terre) qui nous retransmet les images filmées pendant plus de 5 ans par Basel Adra, un jeune activiste palestinien et sa rencontre avec Yuval un journaliste israélien qui le soutient dans ses démarches... Des images terribles souvent insoutenables sur l'expulsion de sa communauté par l'occupant israélien qui détruit progressivement les villages et chasse ses habitants. INITIATIVE : Artisans du Monde, Amnesty international, Ligue des Droits de l'Homme et CCFD Terre Solidaire

PAS D'ÉCONOMIES SUR NOS VIES !

Pouvoir d'achat en berne, pauvreté record, rejet de Macron, le 10 septembre est un premier round contre le gouvernement. Partout en France, salariés, retraités, jeunes ont fait entendre leur colère et leurs revendications par des rassemblements, des blocages, des grèves. Si à Chaumont la manifestation n'a compté que 120 personnes, dans le pays, plus de 250 000 ont répondu à l'appel de « Bloquons tout » et de quelques syndicats. C'est un début.

La chute de Bayrou n'a pas suffi à éteindre l'incendie et la nomination de Lecornu, ex-ministre des Armées, au gouvernement depuis 2017, macroniste de la première heure et de la dernière, est une provocation qui n'a fait que rajouter de la colère.

Les « forces de l'ordre » ont été mobilisées en masse pour empêcher tout ce qui pouvait s'apparenter à des blocages sur les routes, devant les lycées, les facs, les entreprises, utilisant des drones, des gaz lacrymogènes, procédant à des arrestations en nombre. A Chaumont, des forces de police impressionnantes étaient mobilisées pour encadrer une manifestation pacifique du Boulingrin à l'Hôtel de Ville ! L'après-midi, quatre jeunes en vélo, partis coller des affiches sur des panneaux, ont été arrêtés, placés plusieurs heures en garde à vue, et ont écopé d'une amende pour « collage sauvage » en ville. Les images vues sur les réseaux sociaux montrent le déchaînement de la police contre les manifestants tandis que sur les télévisions la colère sociale était réduite à des images de violence gratuite.

Ces « journalistes » scandalisés par la photo d'une palette en feu ou d'un restaurant (incendie provoqué par des grenades de la police) devraient l'être par les difficultés de toute une partie de la population pour boucler les fins de mois. Macron agrippé à son trône est le responsable de cette situation, c'est à lui de partir.

Il faut reprendre collectivement l'initiative, dans la rue, sur les lieux de travail, comme toutes les générations passées ont fait.

Le 10 était le prélude de la grande journée d'action du jeudi 18 septembre, avec un large appel intersyndical à la grève, aux blocages et des cortèges dans toute la France.

Marie Rose Patelli

••••• • **MERCI, MERCI À CELLES ET CEUX QUI** • • **AIDENT LE JOURNAL DES RETRAITÉS** •

- Notre appel à la solidarité financière pour le Journal est entendu. Merci à
- Arlette, Chantal, Jean-Pierre, Jean-Michel, Nicole, Daniel, Jean, Francine,
- Laurent, Guillaume, Xavier, Nathalie, Jean-François, André, Patricia, Alain,
- Aline, Francis, Olivier, Aurore et Éric, Marylène, Pierre, Rachel, Gérard,
- Michel, Mireille, Lionel, Luc, Anne et Franck, Maurice, Marie-Christine,
- Françoise et Jean-Paul, Christian, Anne-Marie, Richard et Josette, Anne-
- Marie, Francis et Christine, Gillette et Jean-Claude, Claudine, Jeanne, Liliane,
- Séverine, Patrice, Hervé, Marie-Thérèse, Josette, André et Josette, Claire,
- Marinette, Jean-Claude, François, Michel, Luc, Bernard, Simone, Jacqueline,
- Christine, Annie, Ludmilla, Michèle, Jean-louis et aux anonymes qui nous
- remettent leur obole chaque semaine au marché.

• **SOUTENEZ LE JOURNAL DES** • • **RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT** •

• Nom : Prénom :

• Verse.....euros

• **REMETTRE À UN·E MILITANT·E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT** •

LANGRES : MANIF POUR L'HÔPITAL OU SOUTIEN À LA DROITE ET AU RN ?

C'est dans l'air du temps. On n'annonce plus la couleur. En ce domaine, Égalité santé s'y connaît. Leur première manif qui fit grand bruit dans le landerneau était déjà marquée du sceau de la dissimulation. On croyait manifester pour sauver l'hôpital de Langres, en réalité on roulait avec le groupe privé Elsan en direction de Rolampont.

Après beaucoup de bruit, de gesticulations, de fakes news et d'insultes (notre syndicat en sait quelque chose), Égalité santé nous refait le coup : il faut sauver l'hôpital de Langres, avec un appel à manifester le 4 octobre prochain à Langres.

On pourrait, peu rancunier que nous sommes, entendre ce mot d'ordre si notre mémoire nous faisait défaut au point d'oublier que ceux-là même qui, aujourd'hui, font mine de vouloir sauver l'hôpital de Langres, ont toujours dans leur attaché-case le projet Rolampont qui prévoit... la suppression de l'hôpital de Langres...

Sauver l'hôpital, pourquoi pas, mais alors pourquoi Égalité santé n'a-t-il pas répondu positivement à notre syndicat qui, depuis le Ségur Centre et Sud Haute-marne, demande que se mobilisent ensemble soignants et population contre la politique d'austérité des gouvernement successifs en matière de santé, et pour le maintien de pôles chirurgicaux publics sur les deux sites ?

Et pour enfoncer le clou, comment oublier que le projet Rolampont, retoqué un peu partout, ne prévoyait qu'un plateau technique, à Rolampont, évidemment ! Et que le RN, fervent supporter d'Égalité Santé, appelle de ses vœux la suppression pure et simple des hôpitaux de Chaumont et de Langres...

Nous revoilà donc revenus plus de deux ans en arrière. Il est clair que cette manifestation a un arrière-goût électoraliste et que la droite et l'extrême qui, si l'on en croit la presse, se sont rencontrées, ont décidé d'une espèce d'accord tacite (ou plus) pour arracher la municipalité à la gauche lors des élections municipales de 2026.

Ne pas annoncer la couleur. On comprend dès lors qu'il s'agit d'un mélange imbuvable de bleu Retailleau et de brun Le Pen...

Richard Vaillant

LE BAL DES RIPOUX

Succédant à un Bayrou dont le parti a été condamné en première instance pour détournement de fonds publics, le nouveau Premier ministre Lecornu, sous enquête pour favoritisme et prise illégale d'intérêts, a rendu sa première visite à l'ex-président Sarkozy, condamné pour corruption.

POUR 100 BALLES T'AS PLUS RIEN

Après deux années d'inflation galopante, la formule fait plus que jamais écho au quotidien des Français. Enquête après enquête s'exprime leur sentiment d'avoir perdu du pouvoir d'achat. D'après l'étude « Fractures françaises 2024 », 70 % d'entre eux estiment que « les gens comme (eux) ont des conditions de vie de moins en moins bonnes ». Les statistiques économiques disent pourtant le contraire.

Le décalage entre ressenti et chiffres s'explique d'abord par la hausse du coût des dépenses dites contraintes ou « préengagées ». Le logement ou l'énergie et les nouveaux besoins, comme la téléphonie. Les postes incompressibles, souvent réglés sous forme de prélèvements, pèsent de plus en plus sur le budget des ménages : de 13 % au début des années 1960 à 30,4 % en 2023, selon l'Insee et la Banque de France. Dans ces conditions, le revenu arbitral, la part restante du revenu diminue.

Cette hausse des dépenses contraintes frappe très inégalement les ménages. Le poids des dépenses préengagées dans la dépense totale dépend d'abord du niveau de vie. Il est plus lourd dans celle des ménages pauvres que dans celle des ménages aisés (41 % contre 28 %). La croissance des inégalités face aux besoins de la vie courante s'est

accrue sous la présidence Macron, avec la multiplication de mesures fiscales favorisant les plus riches.

Le principal responsable de la baisse du pouvoir d'achat, c'est le logement. Il représente à lui seul presque les trois-quarts des dépenses contraintes. Et sa part ne cesse d'augmenter. En 2023, il absorbe près de 24 % du revenu disponible des ménages. Parmi les ménages modestes, les 10% les plus pauvres, à l'exception de ceux qui habitent dans le parc social, consacrent plus de 40% de leurs revenus à ce poste.

Le second responsable, ce sont les dépenses consacrées à l'énergie. En 2024, 1,2 million de foyers ont subi une coupure d'électricité ou une réduction de puissance en raison d'impayés. Le nombre de personnes renonçant à se chauffer correctement est lui aussi en hausse. La privatisation partielle d'EDF et GDF et leur introduction en bourse (censée faire baisser les prix pour le consommateur grâce à la concurrence) ont produit l'effet inverse.

La hausse des dépenses contraintes a, hélas, pour effet, la baisse de la part restante du revenu destinée aux autres besoins essentiels dont l'alimentation ...

Avec « l'Humanité »

EXPOSITION

PHOTOGRAPHIES ET PEINTURES

DOMI DECKER

Samedi 4 et
Dimanche 5 Octobre

SCÈNE (S)

Maison des Carmélites

83 rue Victoire de la Marne-52000 Chaumont
Entrée libre et gratuite de 10h00 à 19h00



Vernissage :

vendredi 3 octobre à partir de 18h30

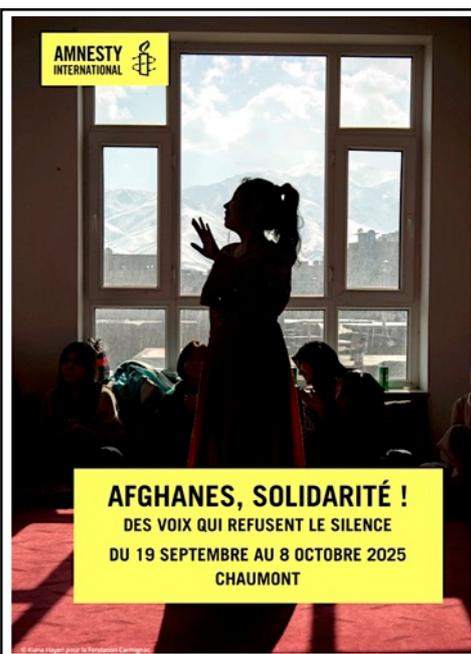
Expo d'Octobre organisée par
le syndicat CGT des retraité-es
de Chaumont

Domi Decker

“ Photographe de formation, j'ai parcouru pendant de nombreuses années les coulisses des festivals, observant la rencontre subtile entre ceux qui oeuvrent dans l'ombre et ceux qui brillent sous la rampe des projecteurs.

Les artistes, portés par la lumière, ne pourraient exister sans le savoir-faire silencieux des techniciens, véritables bâtisseurs de l'émotion. Ensemble, ils composent une œuvre commune où chaque geste, chaque note, chaque rayon de lumière compte.

Cette exposition souhaite montrer cette union, en mêlant leurs visages, leurs instants volés, leurs efforts partagés. Ces années m'ont aussi inspiré des peintures autour de la musique, que je présente en parallèle, prolongeant ainsi le dialogue entre image, son et couleur. ”



AMNESTY INTERNATIONAL

LE GROUPE AMNESTY INTERNATIONAL DE CHAUMONT VOUS CONVIE À L'INAUGURATION DE SA MANIFESTATION

LE JEUDI 18 SEPTEMBRE À 18H30 À L'IPHM 19 RUE GIRARDON

RÉPONSE SOUHAITÉE
AMNESTY343@WANADOO.FR OU 06 29 99 91 54

AFGHANES, SOLIDARITÉ !
DES VOIX QUI REFUSENT LE SILENCE
DU 19 SEPTEMBRE AU 8 OCTOBRE 2025
CHAUMONT

Journal du Syndicat CGT des retraité-es de Chaumont 24 av. du Général Leclerc 52000 Chaumont Tél : 06 79 61 00 78

<https://cgtretraites-chaumont.fr> <https://www.facebook.com/syndicat.cgt.retraites.chaumont/>

Imprimé avec l'argent des cotisations syndicales et les dons des lecteurs N° 451 SAMEDI 20 SEPTEMBRE 2025

Une. Affiche de Gérard Paris Clavel SANTÉ D'ABORD DES SOUS POUR L'HÔPITAL PUBLIC. GERARDPARISCLAVEL

